

Mini-colloque 1990

**L'écosystème politique des
pratiques évaluatives: un
bilan québécois**

Lieu: Université de Montréal (locaux
fournis par le partenaire
principal).
Pavillon 3200 Jean Brillant

Date: 24 octobre 1990

Frais d'inscription:

55 \$ pour les membres de la SQEP
et les étudiants.
75 \$ pour les non-membres

Invités connus à ce jour:

Vincent Lemieux (Sc. Politiques, U.
Laval),

Pierre Bergeron CHUL, ex-directeur
Planification et évaluation MSSS),

Céline Mercier (Centre de recherche
Douglas),

Frédéric Lesemann (Serv. social et
progr. SHA, U. de Montréal),

Jean Turgeon (MSSS),

Pierre Boyle (GRIS) et

Ross Connor de l'American Evaluation
Association

Thème:

Les évaluations de programmes, leurs
pratiques et leurs résultats, sont de
plus en plus l'enjeu de dynamiques
politiques dans les sociétés
démocratiques.

Cette situation fait l'objet, depuis
quelques années, de nombreuses
publications, débats et commentaires.
D'un côté, on parle beaucoup de la
présence visible ou occultée, de la
décision politique dans le processus
et l'utilisation des évaluations. De
l'autre, on questionne la fonction
sociale de l'évaluation, les réponses
oscillant tout à tour entre une
fonction de contrôle technocratique
et une fonction de médiation entre
les groupes d'acteurs sociaux.

Le mini-colloque de la SQEP propose
d'amorcer une réflexion sur ce thème
à partir de l'expérience acquise en
évaluation au Québec au cours des
dernières années.

Ateliers:

1. Décision politique et évaluation:

Quel est le rapport de
l'évaluation à la décision
politique? À quels moments et
comment interviennent les
pressions politiques dans le
processus d'évaluation? Quelle
est l'influence de l'évaluation
sur les choix politiques?

2. Évaluation et gestion technocratique du social:

L'évaluation est-elle d'abord l'un des instruments privilégiés d'un pouvoir technocratique constitué pour gérer la complexité des problématiques d'ordre sociétal? Quel rôle joue-t-elle dans le cadre du questionnement de la légitimité de certains services publics (cas des évaluations de l'impact et de l'efficacité des programmes)? et dans la définition même des problèmes sociaux (évaluation des besoins)? En ce sens, l'évaluation n'est-elle pas à la fois menace et opportunité pour les serviteurs d'un État-providence en crise?

3. L'évaluation comme outil de négociation:

L'évaluation, par ailleurs, n'est-elle pas aussi un instrument qui permet la mise en scène de débats sociaux, qui ouvre la voie à des négociations entre différents groupes d'acteurs sur le développement des politiques et des programmes tant sociaux qu'économiques, scientifiques et culturels? N'est-elle pas un instrument, virtuel ou réel, d'exercice de la démocratie?

Renseignements:

Judith Légaré,
Richard Lavoie ou
François Lapointe
au (514) 682-3400

Rapport à l'Assemblée générale
de la société canadienne
d'évaluation

Voici une copie du texte que notre président a présenté à Toronto en mai 1990:

"Il me fait plaisir aujourd'hui de vous faire un bref rapport des activités de la Société québécoise d'évaluation de programmes (SQEP) au cours de l'année écoulée. Cette année en fut une de réflexion et de consolidation, tant au niveau des modalités de fonctionnement que des orientations stratégiques de la SQEP.

Au cours des derniers mois, la SQEP a vu son statut clarifié. En effet, suite à son incorporation en 1988, la SQEP a été reconnue cette année chapitre québécois de la Société canadienne d'évaluation. Par ailleurs, l'année fut aussi marquée par un sondage d'envergure, qui a permis de mieux cerner les besoins et les intérêts des membres et qui a alimenté les travaux du conseil d'administration et des comités fonctionnels.

Au cours de la dernière année, la SQEP a poursuivi ses activités de service à ses membres. Elle a organisé deux ateliers de formation et tenu une journée-conférence sur les indicateurs de suivi, à l'occasion de son assemblée générale annuelle. Afin de rejoindre ses membres, la SQEP a poursuivi la publication de son bulletin. Pour accroître son membership et son rayonnement, elle a lancé une campagne de recrutement, et a entrepris de consolider ses contacts avec les milieux académiques. Cette

démarche s'est concrétisée par l'organisation d'un colloque, conjointement avec le programme de doctorat en Science humaines appliquées de l'Université de Montréal. Ce colloque se tiendra à Montréal le 24 octobre prochain et aura pour thème: "L'écosystème politique des pratiques évaluatives: un bilan québécois". Il s'agit là pour la SQEP d'un autre moyen d'animer la réflexion qui a cours actuellement au Québec sur les pratiques d'évaluation. La SQEP tiendra par la même occasion son assemblée générale annuelle.

Enfin, le conseil d'administration de la SQEP s'est engagé dans une démarche de planification stratégique afin de faire de la Société un organisme qui reflète dans ses orientations et ses modes de fonctionnement les intérêts diversifiés de ses membres. En effet, la composition variée du membership de la SQEP en termes de secteurs d'activité, de formation, et de provenance géographique place la SQEP devant le défi de se doter de mécanismes de représentation et de modes de liaison appropriés.

J'espère que ce survol rapide des activités et préoccupations de la Société québécoise d'évaluation de programmes vous aura permis de mieux la connaître et de partager son souci de mieux correspondre à la réalité complexe des pratiques d'évaluation de programme à l'orée de cette décennie."

Richard Lavoie, président

<p>Liste des activités de la SQEP pour l'automne 1990</p>

- Le rôle du consultant en évaluation de programme et en vérification intégrée, déjeuner-causerie, par Roger Lachance de Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés.

Vers le 11 septembre 1990, à Québec.

- "La planification d'une évaluation de programme", atelier de formation par Jean-René Bibeau, du ministère de l'Éducation et Jacques Plante, de l'Université Laval.

Vers le 26 septembre, à Québec.

- "L'écosystème politique des pratiques évaluatives: un bilan québécois", mini-colloque de la SQEP organisé conjointement avec l'Université de Montréal.

Le 24 octobre 1990, à Montréal.

- "Les tableaux de bord à partir d'indicateurs", atelier de formation par Cherif Ferah, de la Ville de Québec.

Le 15 novembre, à Québec.

<p>Liste des documents disponibles auprès du Secrétaire</p>

- Approche multicritère en évaluation, notes d'un atelier de formation tenu à Québec le 8 mai 1990 avec Jean-Marc Martel, professeur à l'Université Laval.

56 pages
Coût 3,00 \$
- Les problèmes de l'heure en évaluation, texte du déjeuner-causerie tenue à Québec le 21 juin 1990 avec Robert Bergeron, directeur de l'Évaluation à Pêches et Océans.

15 pages
Coût (non-membres) 1,00 \$
(gratuit/membres)
- Sondage 1989 de la SQEP, sondage auprès de tous les membres de la SQEP sur le profil et les besoins des membres, publié le 26 février 1990, par Paul Bureau, Judith Légaré et Lise M. Boissonnault.

76 pages
Coût 4,00 \$
- Les obstacles à l'évaluation de programmes dans l'administration publique, déjeuner-causerie donné par Réjean Landry, de l'Université Laval en février 1987.

17 pages
Gratuit
- Le recours aux consultants pour l'évaluation de programmes, déjeuner-causerie donné par Léonard Rutman, de Price Waterhouse en juin 1987.

10 pages
Gratuit
- La complémentarité entre l'évaluation de programmes et la vérification interne, déjeuner-causerie donné par Rollande Montsion en septembre 1987.

16 pages
Gratuit

La société a pour but de regrouper les personnes intéressées par l'évaluation de programmes au Québec en vue de faire progresser cette fonction de gestion.

Les objectifs

Permettre aux personnes intéressées par l'évaluation de programmes d'échanger entre elles;
 Contribuer au développement de l'évaluation de programmes notamment en encourageant la recherche et la formation;
 Constituer un centre de référence, d'action, d'information et de formation pour les intervenants en évaluation de programmes au Québec;
 Prendre position sur des questions touchant l'évaluation de programmes.

Le bulletin

Le Bulletin de la SQEP est publié par la Société québécoise d'évaluation de programmes et est distribué gratuitement à tous les membres de la SQEP. Les articles publiés ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Éditeur ni celle de la Société québécoise d'évaluation de programmes.

Vous pouvez faire parvenir vos articles et commentaires à :

Alain Saucier
 Ministère de la Santé et des Services Sociaux
 Direction de l'Évaluation
 1075 chemin Ste-Foy, 3^{ème} étage
 Québec Qc G1S 2M1

Correspondances avec la SQEP

Société québécoise d'évaluation de programmes
 C.P. 8702 Ste-Foy Qc
 G1V 4N6

Le bureau

Les membres du bureau de la société sont pour l'exercice 1989-1990:

- Président: Richard Lavoie (514) 682-3400 (Montréal)
- Vice-présidente: Lise Martel-Boissonneault (418) 646-1890 (Québec)
- Secrétaire: Jacques Gagnon (418) 643-8233 (Québec)
- Secrétaire-adjoint: Roch Turcotte (418) 646-2292 (Québec)
- Trésorier: François Lapointe (514) 682-3400 (Montréal)